



*Réseau des communistes de Renault
section Renault Sandouville*



AU CŒUR DE NOS COMBATS POUR L'EMPLOI ET L'AUTOMOBILE, IMPOSER UN CHANGEMENT DE STRATEGIE CHEZ RENAULT

Nous le disons sans cesse: ce qui est d'abord et avant tout en cause chez Renault, c'est une stratégie toute entière basée sur la recherche exclusive d'une rentabilité financière toujours plus forte.

Les faits le confirment: Le maintien à tout prix de l'objectif de 6% de marge est destructeur d'emplois, de capacité de fabriquer et de vendre. Il faut plus que jamais exiger une réorientation complète de cette stratégie.

L'action des "RENAULT", en particulier de celles et ceux de Sandouville, ainsi que la réprobation de la population de la région, ont conduit le Président de la République et le PDG de l'entreprise à se déplacer! Concernant Nicolas Sarkozy, le rapprochement est souvent fait avec son voyage chez Arcelor Mittal à Gandrange.... La méfiance est aussi grande à l'égard de Carlos Ghosn. Les engagements non tenus en terme de maintien de l'emploi des sites et de nouveaux modèles sont de notoriété publique.

La pression a contraint le PDG et le Président de la République à annoncer avant leur déplacement, l'attribution d'un véhicule utilitaire à Sandouville et un modèle électrique à Flins. Mais les engagements sont à l'horizon 2012!

Si on en restait sur cette annonce, ce serait le trou noir pendant au moins 3 ans.... et à terme, un nouvel engagement sans suite? On a déjà donné, en particulier à Sandouville, même si nous apprécions que cette annonce revient à ne pas spécialiser les usines sur une seule partie de la gamme.

Depuis longtemps, nous revendiquons une plus grande diversité de fabrications sur les sites afin, notamment, de lisser les charges de travail et d'être réactifs face aux évolutions de la demande...

L'ENGAGEMENT DE NICOLAS SARKOZY ET DE CARLOS GHOSN, POUR ETRE CREDIBLE, DOIT IMPERATIVEMENT S'ACCOMPAGNER D'AUTRES MESURES.

Il s'agit d'abord de renoncer à diviser par deux le potentiel de Sandouville en annulant le plan de suppression de 1000 emplois. Pour ce faire :

Il s'agit entre autres, d'apporter des fabrications nouvelles même de manière transitoire sur des modèles de Renault et de ses filiales pour lesquelles les délais d'attente pour les clients sont dissuasifs. 7 à 9 mois par exemple pour la Clio Estate et la Logan réimportées. Il faut les fabriquer ici. C'est techniquement sans problèmes insurmontables et ainsi seront équilibrées les charges entre les sites d'assemblage afin de supprimer l'inacceptable chômage partiel.

Il s'agit de ne pas suspendre ou annuler le renouvellement de l'ensemble de la gamme Renault. Il faut revenir sur la décision prise début juillet de ne pas poursuivre le processus de la remplaçante de l'Espace car jugée insuffisamment rentable. Plus généralement, l'objectif de marges excessives sur chaque véhicule réduit la possibilité d'en vendre davantage. De ce point de vue, il y a plus à faire pour la nouvelle Laguna qui ne bénéficie pas d'une bonne promotion commerciale.

Il s'agit encore d'examiner sérieusement l'externalisation complète de la fabrication de modèles comme le Koléos. Elle correspond tout à fait aux possibilités de fabrication des sites comme Sandouville pour le marché européen.

Il s'agit plus globalement que Renault considère comme une priorité le renforcement de sa base nationale qui est son principal atout. L'Etat actionnaire quitte à augmenter sa participation a, de ce point de vue, une responsabilité lourde. Il doit s'engager.

PRODUIRE ET CONCEVOIR DES AUTOMOBILES EN FRANCE ET EN ZONE EURO: UN ENJEU MAJEUR.

Le pétrole cher du fait de la spéculation financière (et qui n'est pas inépuisable), les impératifs écologiques, les changements de mode de vie, devraient inciter la filière automobile de demain à répondre aux nouveaux besoins humains en terme de déplacements.

Mais les groupes automobiles préfèrent, avec l'appui de la Commission Européenne, mettre en concurrence les territoires, piller les finances publiques et détruire par milliers les emplois qualifiés.

L'euro fort et le crédit cher de la Banque Centrale Européenne, conduisent à la désindustrialisation de la zone euro. L'Europe ne peut avoir comme seul horizon les services financiers au détriment de l'industrie, des services publics, le bien commun... Nicolas Sarkozy Président de l'Union Européenne n'a fait, samedi dernier, lors du G4, que chercher à soutenir le capitalisme financier.

LA FRANCE NE DOIT PAS ABANDONNER SON INDUSTRIE AUTOMOBILE

C'est le choix que défend le Parti Communiste Français ! Il faut aller en même temps vers les voitures de demain, populaires, écologiques, accessibles. Pour cela, il est urgent de libérer l'industrie automobile de la finance, d'investir dans la recherche et la formation. Nous avons besoin d'une industrie automobile, allant des équipementiers aux bureaux d'étude, en passant par les centres d'assemblage, pour répondre aux besoins des populations et créer des emplois stables et de qualité. L'Etat doit assumer sa responsabilité en la matière.

CONDUITE EN EXCES DE PROFITS

Les constructeurs Français et européens délocalisent en prenant comme argument le coût trop élevé des salaires, c'est faux! Ces côtés ne représentent que 9 à 11% du coût de la construction du véhicule. Par contre, en 8 ans, les dividendes versés aux actionnaires de Renault sont passés de 180 à plus de 700 millions d'euros... Or le prix des voitures comme celui d'autres produits délocalisés ne diminue pas.

"Les caisses sont vides" déclarait Nicolas Sarkozy le 8 janvier dernier, après les avoir vidés avec par exemple le bouclier fiscal.

ET PUIS...

1000 milliards de dollars aux USA, 300 milliards d'euros en Europe! Qui va payer la première facture des aventures du capitalisme financier?

Et si on considérait l'emploi, l'augmentation des salaires, les services publics, la recherche et l'investissement comme une solution plutôt qu'un problème?

400 euros de perte de salaire par mois à Sandouville, c'est la facture que nous présente GHOSN pour sa stratégie!

Le moyen de faire autrement existe: 1,4 milliard de profits pour le 1er semestre. Une infime partie de cette somme assurerait le maintien des ressources de tous. Aucun salaire inférieur à 1500 euros, cela représente 230 millions d'euros. Ce sont des exigences justes et efficaces.